



Membres de l'Alliance civique pour la Sécurité et les Libertés

Tunis le 31/10/2018

Communiqué de presse

Suite à l'attaque qui a eu lieu, le 29 Octobre 2018 à l'avenue Habib Bourguiba à Tunis, et qui a causé 9 blessés dont 8 sont des agents des forces de l'ordre, les associations membres de l'Alliance civique pour la Sécurité et les Libertés (ASL) :

- Condamnent fermement cet acte et expriment tout soutien aux blessés et à leurs familles, victimes de l'attaque et insistent sur l'importance que tout tunisien et tunisienne restent unis pour affronter ensemble des événements aussi tragiques.
- Appellent à une grande vigilance en matière de communication. Le cas de cette jeune fille peut faire écho chez de nombreux jeunes et nous craignons qu'une mauvaise communication puisse avoir pour répercussion la démultiplication de ces cas.
- Sont fortement convaincus que la prévention de l'extrémisme violent, tel que définie par les Nations unies¹, fait partie intégrante de la lutte contre le terrorisme. De ce fait, renforcer les politiques sécuritaires, par ailleurs déjà largement déployées, ne permet pas et ne permettra pas de prévenir efficacement une telle violence si ces politiques ne sont pas accompagnées de politiques qui s'attaquent aux causes du phénomène, notamment par le développement social, économique et culturel et par l'instauration d'un véritable État de droit en Tunisie.²
- Appellent les membres de l'Assemblée des Représentants du Peuple et du Gouvernement à mettre en place un processus inclusif des différentes composantes de la société civile visant l'adoption d'une stratégie de prévention de l'extrémisme violent qui soit globale et de long terme. Cette stratégie doit être basée sur le Plan d'Action pour la prévention de l'extrémisme violent et lutter contre les causes et les facteurs qui nourrissent la violence, et doit, par conséquent, contribuer à la lutte contre les injustices socio-économiques, à la consécration des droits de l'Homme et de l'Etat de droit, et au renforcement de la transparence et de la bonne gouvernance en Tunisie.

¹ Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent : http://www.un.org/fr/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/70/674

² « Rien ne saurait justifier l'extrémisme violent, mais force est de reconnaître que ce phénomène n'est pas le fruit du hasard. Lorsque les droits de l'homme sont bafoués, la bonne gouvernance n'a pas sa place et les aspirations sont foulées aux pieds, les discours qui mettent l'accent sur les motifs de mécontentement et l'injustice – ou le sentiment d'injustice – et promettent l'autonomisation et l'avènement de changements radicaux deviennent séduisants. ». Ibidem, para 3, page 2.